Archives orales et histoire des organisations

Florence Descamps

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/2635>

DOI : 10.4000/ashp.2635

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 292-294

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Florence Descamps, « Archives orales et histoire des organisations », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 149 | 2018, mis en ligne le 11 juillet 2018, consulté le 03 août 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/2635> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.2635>

ARCHIVES ORALES ET HISTOIRE DES ORGANISATIONS

Maître de conférences : M^{me} Florence DESCAMPS

Programme de l'année 2016-2017 : I. *Des archives sonores à la mémoire orale : la « fabrique » d'un patrimoine culturel immatériel* (premier semestre). — II. *Histoire orale du ministère des Finances dans les années 1980. Le tournant de la rigueur (mars 1983) et l'émergence d'un néo-libéralisme français ?* (deuxième semestre).

I. *Des archives sonores à la mémoire orale : la « fabrique » d'un patrimoine culturel immatériel*

L'articulation qui peut exister entre oralité, histoire, mémoire et patrimoine a fait en France l'objet de questionnements précoces de la part des sciences humaines et sociales ; elle a donné lieu à l'invention de nouvelles pratiques d'enquête, appuyées sur l'innovation technologique en matière de son et d'images. Le premier axe d'étude consiste donc à établir la généalogie et l'histoire de ces pratiques, depuis les premières fixations conservatoires et scientifiques de la parole du début du xx^e siècle jusqu'aux actuelles enquêtes de mémoire orale filmées et à étudier les configurations scientifiques, techniques et sociales qui permettent leur émergence. Une attention particulière est portée à la terminologie utilisée, de façon à la contextualiser et à l'historiciser : archives de la parole, traditions orales, enquêtes orales, histoire orale, archives orales, témoignages oraux, corpus oraux, mémoire orale, histoire visuelle, etc.

Le deuxième axe consiste à étudier comment ces pratiques d'enquête se sont doublées (ou non) de pratiques de patrimonialisation. Depuis les Archives de la parole créées en 1911 au sein de la Sorbonne jusqu'à la notion de « patrimoine culturel immatériel », élaborée puis imposée par l'UNESCO en 2003, le séminaire s'interroge sur la manière dont la parole enregistrée et la mémoire mise en parole se trouvent elles aussi prises dans la « fabrique » du patrimoine (N. Heinich). Comment analyser la demande sociale en matière de mémoire ? En quels termes et par quels canaux s'exprime-t-elle ? Quels acteurs, quelles disciplines se saisissent actuellement de cette demande sociale et cherchent à y répondre ? Quels sont les indices qui permettent de parler de patrimonialisation de la parole et de la mémoire ? Peut-on parler de régimes de *mémorialité* comme on parle de régimes d'historicité (F. Hartog) ? Peut-on parler de patrimoine oral ? Peut-on parler de patrimoine mémoriel ?

Le troisième axe vise à analyser les effets de l'adjonction de l'image animée à l'enregistrement. Pourquoi filmer les entretiens ? Quels sont les effets de tels ou tels dispositifs filmiques ? Comment analyser les images produites ? Quels sont les apports comparés de l'image et du son à l'entretien ? L'image accélère-t-elle ou modifie-t-elle le processus de patrimonialisation ? L'histoire orale est-elle appelée à devenir une histoire visuelle ?

Le quatrième axe de travail est pratique et méthodologique ; il s'inscrit délibérément dans une démarche d'ingénierie et souhaite offrir les outils méthodologiques et scientifiques nécessaires pour répondre à la demande en matière de mémoire et de patrimoine oral. La question juridique et éthique fait désormais l'objet d'une séance entière.

Pour appuyer cette réflexion, plusieurs études de cas ont été présentées par les auditeurs au cours du séminaire. Tifenn Hamonic, chartiste, présenté la campagne d'archives orales menée au sein de l'association Génériques, ainsi que le travail de documentation, de traitement et de valorisation dont le corpus de témoignages a fait l'objet (voir le portail Odyssée <http://odysseo.generiques.org/>) ; cette présentation a donné lieu à un article qui paraîtra dans *Sonorités. Le Bulletin de l'AFAS*, 44, 2018. Reinhart Gressel, sociologue, et Jeanne Dressen, vidéaste et documentariste ont exposé la campagne d'archives orales filmées du comité d'histoire du ministère de l'Équipement sur les agents des Voies navigables de France (« les gestes du travail »), tandis que Miriam Simon, conservatrice du patrimoine, dans le cadre d'une mission sur la conservation et l'inventaire du patrimoine matériel et immatériel de la Ville de Paris, a présenté le programme d'archives orales sur les métiers de la Ville de Paris. Annaëlle Guérin s'est quant à elle intéressée à l'utilisation d'un corpus de témoignages oraux dans le cadre d'un parc naturel régional et à sa valorisation patrimoniale dans un écomusée (publication dans le même numéro de *Sonorités*, 44). Enfin, la question de l'exploitation scientifique des sources orales a été abordée à travers plusieurs travaux scientifiques ou doctoraux : Eva Renzzulli, post-doctorante, spécialiste du fonds d'archives Chastel à l'INHA (équipe Histara, EPHE, PSL) a discuté de l'apport historique des archives orales autour d'André Chastel ; Maëlle Mariaux (doctorante EPHE) a présenté son travail sur les sources orales de l'ethnobotanique en Bretagne ; Philippe Masquelier (doctorant EPHE) a mis en valeur les apports des sources orales dans le cas d'une biographie de haut fonctionnaire des Finances.

II. Histoire orale du ministère des Finances dans les années 1980. Le tournant de la rigueur (mars 1983) et l'émergence d'un néo-libéralisme français ?

Le second semestre est consacré depuis plusieurs années à l'histoire du ministère des Finances dans le dernier quart du xx^e siècle. Le séminaire cherche à croiser les sources écrites et les témoignages oraux des anciens acteurs et organise la confrontation des *points de vue* entre chercheurs et témoins, entre historiens de l'économie, historiens de l'administration, historiens du politique, économistes et politistes. Le questionnement porte sur la contribution du ministère des Finances à l'élaboration, à la décision et à l'application des successives politiques économiques et financières menées en France depuis 1974. La perception par les différentes directions du ministère des enjeux économiques et financiers auxquels a été confrontée la France, qu'ils soient nationaux ou internationaux, la culture politique, économique et technique des dirigeants administratifs, la capacité des services à élaborer des solutions en réponse aux problèmes mis à l'agenda, le choix des dispositifs administratifs destinés à la mise en œuvre des politiques publiques concernées, le face-à-face *décideur / expert*, le rôle

des « entourages » et la chronologie fine du processus décisionnel font l'objet d'une attention particulière. Les séances sont enregistrées ; lorsque le témoin l'autorise, son témoignage est confié et archivé au Comité pour l'histoire économique et financière de la France qui conserve un corpus de plus de 3 500 heures d'enregistrement.

Depuis 2012, le séminaire explore le premier septennat de François Mitterrand. Questionnant les ruptures et les continuités communément admises, le séminaire s'efforce d'établir une chronologie fine du changement au ministère des Finances, tout en l'insérant dans les perspectives de longue durée qui marquent l'histoire économique de la France depuis la V^e République (ouverture européenne, libéralisation économique). L'étude de la décennie permet de dégager, au rythme des alternances électorales, des séquences contrastées, soit politiquement mises en scène (1983, 1986) soit au contraire rendues invisibles (1982, 1984), ainsi que des continuités incrémentales et discrètes tant dans les politiques mises en œuvre que dans les acteurs impliqués dans ces politiques.

En 2017, le séminaire est revenu sur le « tournant de la rigueur » de mars 1983, et plus particulièrement sur le rôle du cabinet Delors (1981-1984) et sur les conseillers de Pierre Mauroy (Matthieu Fulla, Science Po Paris). Les experts de la rue de Rivoli ont ainsi pu préciser leur perception du processus décisionnel et faire valoir leur point de vue : P-Y. Cossé inspecteur des Finances et Jérôme Vignon, économiste, tous deux conseillers techniques de J. Delors ; P. Jurgensen chef du service des Affaires internationales à la direction du Trésor (1982-1985) et son successeur, J.-C. Trichet (1985-1986). L'intervention de T. Hélie (université de Reims) sur le tournant de la rigueur et les grands travaux présidentiels (1981-1986) a permis de d'intégrer le point de vue des ministères « dépensiers » et de mesurer les marges de manœuvre budgétaire dont ces ministères disposent dans une conjoncture de compression des dépenses et le poids de l'Élysée. La question de « l'influence » a été explorée à travers la biographie d'E. Malinvaud, savant économiste, expert et conseiller (M. Renault, Paris-I) et à travers l'étude fine des carrières et des pratiques sociales des administrateurs de la direction du Trésor 1968-1988 (S. Kollop, ENS Ulm). Le problème très débattu de l'émergence d'un néo-libéralisme au sein des élites politiques socialistes et des élites technocratiques des Finances a été reposée avec insistance et devrait faire l'objet d'un numéro spécial dans la revue *Vingtième siècle*, à paraître en 2018. À cet égard, S. Knafo (université de Sussex) a élargi les termes du débat en évoquant le managérialisme américain et ses rapports avec le néolibéralisme dans le dernier quart du xx^e siècle.